

Aux grands maux de la démocratie les grands remèdes des mots vrais

Yves Mény

Président de l'Institut universitaire européen de Florence depuis 2002. Auteur de *Populisme et démocratie*, avec Yves Surel, Fayard, 2000.

Pour ce spécialiste des populismes et de la corruption, rien ne sert de masquer l'insatisfaction et le désenchantement qui se sont installés dans la plupart des démocraties. Mais il croit dans l'inventivité de celles-ci. La confiance en politique n'est pas morte. Elle sommeille

Ségolène Royal affirme que « les Français ne veulent plus être simplement convoqués tous les cinq ans aux urnes ». Que vous inspire cette idée que les échéances régulières des mandats électifs ne suffisent plus aux citoyens d'aujourd'hui ?

Le constat n'est pas faux, mais la réalité est sans doute plus complexe. Pratiquement dans toutes les démocraties, il y a une insatisfaction générale, un désenchantement vis-à-vis de la politique. On ne compte plus les manifestations de ce désenchantement : abstention, volatilité électorale, vote protestataire, populismes à toutes les sauces, extrémisme politique, etc. Je note toutefois trois choses : 1) les occasions de voter se sont multipliées au cours des dernières décennies (en France, les élections régionales et européennes se sont ajoutées aux autres scrutins), ce qui crée un effet de saturation ; 2) les partis politiques qui avaient le monopole de l'offre politique autour de programmes cohérents (à prendre ou à laisser) ne réussissent plus à amalgamer les intérêts contradictoires de leur électorat autour d'idéologies structurantes et simplificatrices : les électeurs du passé devaient choisir le menu du jour, désormais, ils préfèrent la carte, ce que Ségolène Royal a bien compris ; 3) la question fondamentale est celle du fossé sans cesse croissant entre les « partis de gouvernement » et une large fraction de l'opinion.

Comment expliquez-vous cette perte de confiance ?

La démocratie repose précisément sur la confiance. C'est la base même de la représentation. Vous ne déléguez pas vos pouvoirs à un ami, à un notaire ou à un avocat si vous n'avez pas confiance en lui. Le problème aujourd'hui est l'abîme qui existe entre les promesses électorales des candidats et leur capacité effective à contrôler les politiques publiques qui en découlent. Il ne s'agit pas d'accuser les hommes (ou femmes) politiques de mauvaise foi ou de mensonge, comme le font les partis populistes, mais de reconnaître que la politique a une capacité réduite à changer le monde.

Rappelez-vous, lors de la présidentielle de 2002 : chaque candidat a dû présenter « sa » solution miracle à tous les problèmes de la société française. Il faut peut-être y voir la nostalgie du souverain qui règle tout, du roi thaumaturge. La plupart des leaders politiques n'ont pas compris qu'en ayant réponse à tout au moment de l'élection, ils s'enfermaient dans un piège infernal : promettre tout à tout le monde sans avoir les ressources pour tenir leurs promesses. Cela signifie-t-il que la politique est impuissante ?

Non, il lui reste de beaux jours. Mais son rôle et celui des leaders doit changer. Le rôle d'un leader n'est pas tant de promettre que d'expliquer et surtout de dire ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas. La force de conviction d'un Tony Blair ou avant lui d'un Bill Clinton réside dans leur capacité de pédagogie et dans leur volonté de prendre la tête du mouvement plutôt que de le suivre.

Le drame français est que, depuis un quart de siècle, personne n'a le courage de dire tout simplement la vérité, parce que tous les hommes politiques sont convaincus que ce serait suicidaire. Ce « *Tout va très bien, Madame la Marquise* » ne peut plus durer. Avec des styles différents, c'est ce qu'ont mieux compris que d'autres



M^{me} Royal et Nicolas Sarkozy. Ils sont chacun à leur manière des candidats de rupture, d'un certain « parler vrai », dirait Michel Rocard. Avec des limites : M^{me} Royal a au pied le boulet du programme socialiste et M. Sarkozy ne renonce pas à proposer des solutions détaillées – et de plus en plus coûteuses – à toutes les catégories sociales.

Croyez-vous possible d'améliorer le fonctionnement de la démocratie, par exemple en instaurant une « surveillance populaire des élus », comme le suggère M^{me} Royal ?

Le vocabulaire même est équivoque, il est symptomatique de la confiance perdue. Cette proposition n'a pas d'équivalent à l'étranger. Elle n'est ni dans la ligne de Pierre Rosanvallon [exprimée dans *La Contre-Démocratie, Seuil*] ni dans celle de Philippe Schmitter et Alexandre Trechsel, qui suggèrent vingt-huit mesures pour améliorer le fonctionnement des démocraties [The Future of Democracy in Europe, rapport au Conseil de l'Europe, 2004]. Les focus groups mis en place par Tony Blair sont davantage des instruments de connaissance de la demande du public sur tel ou tel objet qu'un moyen de surveillan-

Le rôle d'un leader n'est pas tant de promettre que d'expliquer et surtout de dire ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas

ce des élus. La proposition de Ségolène Royal est donc originale, mais, à mon avis, elle n'ira pas bien loin.

Les nouvelles technologies de communication pourraient-elles apporter une solution ?

Oui et non. Elles font partie désormais de la panoplie d'instruments dont dispose le public. Elles facilitent une communication horizontale qui complète ou contre-carre la traditionnelle communication verticale entre élus et électeurs. Mais c'est un

instrument qui peut servir aussi bien l'information que la désinformation.

Beaucoup s'accordent à dire que la démocratie représentative ne fonctionne pas bien. Existe-t-il un meilleur modèle ?

Le même mot, démocratie, est utilisé depuis vingt siècles avec des significations très différentes. Jusqu'aux révolutions américaine et française, on a pensé que la démocratie était un régime idéal, mais seulement pour des pays minuscules, parce que l'on imaginait uniquement la démocratie directe, la participation en personne des citoyens. Le « miracle » a été le couplage du principe démocratique avec celui de la représentation. Puis, au fil du temps, nous avons inclus dans notre conception de la démocratie une grande quantité d'éléments qui lui étaient étrangers au départ mais que nous considérons aujourd'hui comme indissociables d'elle. Je pense par exemple à l'Etat de droit – qui est antérieur à la création des démocraties – ou à la protection sociale, surtout depuis la seconde guerre mondiale. La démocratie est une « idéologie » dont le sens varie dans le temps et dans l'espace. **On peut donc inventer de nouvelles formes de démocratie ?**

Oui, et nous en inventons tous les jours, parce que l'insatisfaction à l'égard de la démocratie n'est pas nouvelle. Nulle démocratie n'est parfaite, toutes sont « impures ». Par exemple, les Français seraient horrifiés si on leur proposait la restauration de la monarchie (même s'ils sont gouvernés par un quasi-monarque) parce qu'ils y verraient un recul de la démocratie. Mais les pays probablement les plus démocratiques au monde sont les monarchies scandinaves.

On peut donc construire de multiples combinaisons et notamment établir des ponts entre démocratie représentative et démocratie directe. Un exemple intéressant est celui des Etats-Unis des années 1880-1890, qui ne sont pas sans évoquer la situation actuelle. On observe alors une profonde méfiance à l'égard des élus (« tous corrompus »), des banques, des grandes sociétés, des élites politiques et économiques en général. A la suite des pulsions populistes, les expériences de démocratie directe se multiplient. Faute de pouvoir changer les institutions fédérales, ceux qui se nomment eux-mêmes le parti du peuple concentrent leurs efforts sur les Etats les plus sensibles à leur discours et obtiennent, ici et là, l'introduction de doses de démocratie directe : pour faire adopter des lois ou annuler des textes votés par le Congrès de l'Etat ; localement pour approuver ou non des augmentations d'impôts ou imposer une réduction des taxes.

Plus encore – et on retrouve ici l'idée suggérée par M^{me} Royal – quelques Etats instituent la procédure de « rappel » (recall) des élus considérés incapables ou indignes. La procédure s'applique d'ailleurs plus souvent aux juges – souvent élus au niveau local – qu'aux politiques eux-mêmes. On compte seulement une poignée de gouverneurs déchus dans toute l'histoire américaine.

Constate-t-on en ce moment des aspirations à la démocratie participative ailleurs qu'en France ?

Il y a une tendance assez générale, y compris dans la patrie du Parlement, la Grande-Bretagne, à introduire des formes de démocratie directe pour les « grandes occasions ». Cela ne résout pas pour autant toutes les difficultés, comme le montre le référendum sur le traité constitutionnel en France ou aux Pays-Bas.

Si l'on introduit des formes de démocratie directe, il faut le faire avec soin, sans arrière-pensées et de manière ciblée. Les sociétés contemporaines sont trop complexes pour laisser toutes les décisions au vote populaire, et le peuple n'en demande pas tant. Il y aurait vite saturation ! Mais si l'on veut de la démocratie directe, évitons les faux-semblants comme en France, où le référendum reste un jouet (dangereux) entre les mains du président. Mieux vaudrait à mon avis travailler sur la responsabilité des élites (et pas seulement politiques).

Une partie de la frustration du public provient de cette irresponsabilité des institutions qui nous gouvernent de plus en plus en dehors de la politique officielle : autorités indépendantes, banques centrales, Commission européenne. « Par le peuple, pour le peuple » risque de devenir une formule creuse et rhétorique, si l'on n'y prend garde. Il faut redonner de l'espace à la politique sous peine d'enlever toute crédibilité à la démocratie. ■